

# RÉSIGNATION

(SUITE)

*La sagesse populaire procède toujours des malheurs du peuple. Sans malheurs, il n'y aurait pas de sagesse. Le danger, c'est que cette sagesse marche à sens unique : vers la résignation.*

J. B.

Le courrier que m'a valu mon article « Résignation » paru dans *L'Éducateur culturel* du 10 novembre 1956, me voit obligé d'apporter des précisions et des compléments que je n'ai pu fournir car cet article, écrit rapidement, était destiné à notre bulletin régional *Éducateur d'Île-de-France* dont le tirage au limographe, le jeudi matin, par une équipe de dévoués camarades, ne permet pas les développements trop longs.

Je vais essayer de le faire en me rapportant à ce que m'ont écrit les camarades qui ont bien voulu y porter intérêt.

Article incomplet, dit Lebreton, mais quel journaliste, soit-il professionnel et non écrivain du mercredi soir, peut se vanter de faire en deux pages le tour d'une question, fut-elle moins vaste que celle de la résignation générale ? Et quelquefois, il suffit de quelques lignes pour donner à penser à un lecteur qui fort heureusement n'a pas toujours le temps de passer au crible de la critique des articles de son journal, mais à qui il suffit de quelques lignes, d'un titre, pour se pencher sur un sujet qu'il n'avait pas entrevu.

Article incomplet, car (je cite Lebreton) il eût été souhaitable d'insister sur une autre résignation infiniment plus grave : celle des instituteurs qui acceptent de travailler dans des conditions rétrogrades, en contravention flagrante avec les règlements d'hygiène et de sécurité.

Et je le remercie d'avoir apporté sa pierre en dénonçant la résignation syndicale dans les lignes qui suivent :

« Cherchez donc dans l'École Libératrice de la rentrée un rappel de ces règlements dont le texte serait utile à ceux qui ne se résignent pas.

« Cherchez donc une phrase comme celle-ci : « N'acceptez pas de travailler en contravention avec ces règlements qui sont la seule sauvegarde de la santé et du travail des enfants qui vous sont confiés, la seule sauvegarde de votre travail et de votre santé. Le Syndicat soutiendra tous les instituteurs qui, placés dans des conditions non conformes à ces règlements seraient inquiétés pour avoir voulu les respecter. »

« *Résignez-vous*, elle ne s'y trouve pas.

« *L'Éducateur d'Ile-de-France* qui s'adresse surtout à des instituteurs de ville ferait bien pour sa part de publier le texte *exact* des règlements *actuels* fixant les conditions de travail des enfants : cubage d'air, surface, éclairage, aération, dégagement, etc... Il donne déjà un moyen de défense aux « non résignés ». Une enquête auprès de ses lecteurs montrerait combien d'instituteurs respectent ces règlements dont l'inobservation en cas d'accident grave pourrait leur être reprochée (quels directeurs, quels inspecteurs *signeraient* un ordre enjoignant à M... de prendre tant d'élèves dans sa classe bien que le cubage d'air et la surface prévue par les règlements officiels n'autorisent qu'un effectif de... »

« On objecte tout de suite : « L'École libre... »

« Je livre à vos méditations cette réponse d'un parent d'élève : « Les classes de l'école publique sont tellement chargées que, malgré ma préférence pour l'école publique, j'ai mis mes enfants à l'école libre. Je pense qu'ils travailleront ainsi dans de meilleures conditions puisque le nombre d'élèves est limité. »

Mais je m'élève contre cette restriction à nos préoccupations que Lebreton souhaiterait que nous limitations à la résignation des instituteurs, celle des autres devant nous laisser indifférents.

Nous devrions être instruits par l'expérience et savoir qu'il nous faut nous résigner à notre sort si nous n'intéressons pas à la défense de l'école ceux qui en sont les utilisateurs. Nos mouvements revendicatif en vase clos n'intéressent personne. Pour des gouvernements aussi inconscients que ceux de la IV<sup>me</sup>, il est bien évident que nous ne produisons rien, et si quelque grand esprit a pu penser que nous produisions l'avenir de la France, il a pensé dans le même temps que son ministère aurait vécu. Et si nos grèves n'intéressent personne, elles ne gênent personne non plus. Tout au plus peuvent-elles réjouir les enfants.

Mais d'ailleurs a-t-on déjà vu les employés de la S.N.C.F. ou de la R.A.T.P. revendiquer des tarifs plus raisonnables ou un plus grand confort des voitures ? Il semble bien qu'ils ne se soient jamais posé la question et qu'ils laissent le soin de telles revendications aux utilisateurs des chemins de fer, des autobus ou du métro.



Je veux bien admettre que nous ayons une plus noble tâche que celle du poinçonneur du métro et que nous nous préoccupions du mauvais travail que nous faisons dans de mauvaises conditions, que nous avons à défendre nos propres conditions de travail, mais disons-nous bien que tant que les utilisateurs de l'école par la voix de leurs défenseurs légaux, les parents, ne feront pas connaître énergiquement leur indignation de voir saboter la formation d'une jeunesse qui représente la force vive de la nation, nous n'obtiendrons pas qu'un sort meilleur soit fait à l'école.

Voyez que seule n'est pas en cause la résignation des instituteurs.

Certains ont d'ailleurs mis en cause le fait de résignation que je signale et je conçois qu'il soit difficile à un Français qui se targue traditionnellement d'avoir, par ses ancêtres révolutionnaires, apporté la liberté au monde, de reconnaître un fait nouveau dont il porte, lui aussi, une part de responsabilité.

Et pourtant...

Alors que j'ai rendu l'ironie responsable de cette résignation générale (un camarade a pris sa défense que nous exposerons dans les pages suivantes), on me fait remarquer, et j'y souscris volontiers, qu'il y a bien d'autres raisons, mais aussitôt vient la réserve : ce n'est pas à nos revues pédagogiques de les dénoncer ?

Et pourquoi ne dénoncerions-nous pas ce qui fait que notre monde se résigne à la médiocrité ? Notre condition d'éducateurs nous y autorise quelles qu'en soient les causes, qu'elles soient d'ordre économique ou politique. « Ce qui menace la formation de l'homme de demain, ou peut contribuer à sa plénitude, est toujours notre lot », écrit le camarade Gros.

D'ordre économique. Et Lebreton dénonce (je cite) « les cadences infernales du travail qui préparent par l'usure nerveuse et la fatigue physique à la tâche d'intoxication dévolue à la radio, la presse, le cinéma. »

Mais, accepterons-nous, en silence, nous, éducateurs, que les enfants dont nous nous attachons à former la personnalité soient réduits au rôle de robots au service de la machine et de ceux à qui profite le machinisme et la production intensive ? Nous devons dénoncer l'emploi qui est le fait de la machine et des méthodes modernes de production au détriment de l'ouvrier, alors que nous pourrions y voir le moyen de sa libération, par un temps de travail plus réduit, par un salaire meilleur, par des loisirs plus grands et la possibilité de les consacrer à une culture populaire indispensable.

D'ordre politique, et pourquoi des éducateurs auraient-ils peur de crier bien haut qu'il est scandaleux d'avoir un budget de l'Education Nationale si ridicule quand on consacre 1.000 milliards aux œuvres de destruction ?

Je sais bien que les manuels d'histoire n'en font pas mention, mais, n'est-ce pas à nous de mettre en honneur la formule Oh ! combien plus formatrice du sens historique moderne que le « malheur aux vaincus » de Brennus.

Mais venons-en à l'ironie et à mes malheureux accusés.



Je crois d'abord devoir rappeler que la partie de mon article plus particulièrement consacrée à la résignation débutait ainsi : « Pourquoi cette résignation ? Mais, c'est que depuis 50 ans, la presse, le cinéma, puis la radio travaillent à l'engourdissement général. »

Je suppose d'ailleurs, alors qu'en appelant à la barre Charles Chaplin, le *Canard Enchaîné*, les chansonniers, je prenais exemple sur un quotidien sérieux qui accuse ironiquement ceux qui ont rendu l'école obligatoire de la surcharge des classes, que, pour qui sait bien lire, je pouvais également ironiser.

Et pourtant non, disons qu'après avoir désigné quelques-uns des vrais responsables, la presse, le cinéma, la radio, je chargeais simplement ceux qui ne sont peut-être que des lampistes, tant il est vrai que notre mouvement est né au pays de l'exagération où l'on sait aussi avoir de sages pensées.

Gros, qui prend la défense de l'ironie nous écrit : « C'est beaucoup trop simplifier que de penser que l'on puisse annihiler dans une hilarité générale les révoltes possibles d'un peuple mécontent. Gavroche rit et pratique le calembour, certes, mais Gavroche se bat et son nom a rendu inséparable dans notre langue les termes d'héroïsme et de moquerie, de courage et d'ironie de l'homme libre. Et me vient à l'esprit le nom d'un acteur de cinéma qui précisément campait à l'écran le personnage d'un « Titi » parisien — Aimos — et qui tomba sur les barricades à la Libération de Paris. Pour de bon.

« Avez-vous remarqué que les dogmatiques ou les mystiques n'ironisent jamais, n'admettent pas l'ironie ? C'est que « l'homme ironique » a le sens du relatif, n'adore pas les idoles de chair ou d'idées. C'est qu'il n'est pas un froid composé de concepts administrés de l'extérieur. C'est parce qu'il a cette pointe d'irrespect qui fait de lui un homme vivant. »

Là-dessus, nous sommes bien d'accord et l'« homme ironique » ne saurait être en cause, mais la commercialisation de l'ironie et ceux qui trouvent une

satisfaction à leur mécontentement en entendant ironiser. Peut-être, si Gavroche avait eu un poste de radio et des pantoufles, il se serait installé béatement devant ce poste, attendant le flot d'ironie des chansonniers qui aurait apaisé ses ressentiments contre l'injustice sociale et peut-être aurait-il senti, comme les titis de 1956 toute sa bile se décharger en constatant, après le Grenier de Montmartre : « Qu'est-ce qu'il a pris le gouvernement ! », faisant des faiseurs de bons mots les défenseurs de sa liberté et de ses revendications. Et peut-être alors, Gavroche ne serait pas descendu dans la rue de peur de mouiller ses pantoufles.

Autre de mes accusés, le *Canard Enchaîné* qui n'est lu que par des initiés à sa forme d'esprit satirique et par toutes les sphères gouvernantes. Pour eux, il est une forme de l'opposition assez rassurante ma foi, puisque empreinte de tant d'ironie. Le simple fait que cette opposition soit admise, alors que la censure sévit sans pitié dans la presse dite sérieuse suffirait à montrer à quel point elle est inoffensive. Et si un Morvan Lebesque peut y passer les papiers les plus révolutionnaires, c'est qu'on juge certainement qu'il vaut mieux qu'il le fasse là que dans les colonnes d'autres feuilles où leur portée serait plus grande.

Le *Canard Enchaîné*, bien qu'il porte en ses lignes de quoi fournir prétexte à cent révolutions ne sera jamais un journal révolutionnaire parce qu'il est réservé à une certaine élite qui se flatte de comprendre les mots d'esprit et qui, même si elle voit derrière ces mots toute la noirceur d'une situation dont elle n'est pas la victime la plus à plaindre, n'est pas une élite de combat.

Mais c'est l'accusation de Charles Chaplin qui a soulevé les réactions les plus indignées.

Gros nous écrit : « Je suis surpris d'une cohabitation telle que celle de Chaplin, du *Canard* et des chansonniers. Car enfin n'est-ce pas mélanger quelque peu les genres ou au moins faire bon marché du génie que de placer sur le même banc d'infamie le plus grand acteur de notre temps et les faiseurs de mots appointés par la R.T.F. ? »

« Que Charlot déchaîne le rire, certes ; c'est pour cela que le public va le voir d'abord. Mais n'y aurait-il rien d'autre, Charlot serait alors un sous-Fermandel, un Laurel, un Hardy ? Fonvieille ne nous laissera pas croire qu'il ne voit pas la différence — et de taille — et que le public dans son ensemble ne perçoit pas ce qui est, en plus dans les films de Chaplin, la satire.

« Or, l'ironie satirique ne date pas d'aujourd'hui. Elle a presque l'âge de l'humanité. Nos grands maîtres ès langue française la manièrent, tant Rabelais et les guerres de Pichrocole, que Montesquieu, que Voltaire, enfin. Et la manière souvent comme une arme. Car c'en est une. »

Oui mais, Rabelais écrivait et il était peu lu, ce qui interdit de tirer des conclusions quant à l'influence de son ironie. Charles Chaplin, écrivain du *XVI<sup>ème</sup>* siècle n'eût pas été plus dangereux pour les forces d'argent que pour les masses, car son génie n'eût été connu que de quelques lecteurs. Tandis que Charles Chaplin cinéaste s'adresse à des dizaines de millions de spectateurs. Ce n'est donc pas Chaplin qu'il fallait accuser, mais le cinéma en tant que moyen de diffusion, de même qu'à travers les chansonniers il faut voir la radio en tant que moyen d'intoxication massive (les derniers événements nous auront assez éclairés sur son rôle) et qu'à travers le *Canard*, il faut voir cet esprit railleur qu'adoptent toutes les revues et que Freinet déplore en écrivant : « Vous savez ce qu'on dit d'ordinaire des bons mots : pas trop n'en faut. Rien de plus déplaisant qu'un individu qui en fait à tour de bras. Il en est de même de la satire. Elle est comme l'alcool. Si on en prend une goutte, il émoustille et peut faire réagir. Si on s'y habitue, c'est catastrophique. »

Si j'ai choisi Chaplin, c'est que, du cinéma, Chaplin est le plus grand.

Chacun sait que le médiocre ne provoque jamais de controverses, le génie est toujours des plus discutés. Il n'est que de penser à Napoléon.

Et puisque j'ai pris l'exemple d'un film de guerre de Chaplin, je le reprendrai pour étayer ma condamnation. Pour moi, tous les films de guerre sont très pénibles, et personnellement, je les condamne tous. Pour ceux qui les supportent, je reconnais au moins aux films réalistes la possibilité d'inspirer à l'homme normal l'horreur de la guerre. Pour les films de Charlot, je crois pouvoir dire, sans être grand psychologue, qu'il risque d'y avoir dans notre subconscient, transfert du rire et de la légèreté provoqués par les gags sur le contenu même du film qui, je ne l'ignore pas, est dans le cas de Chaplin, une satire remarquable de notre monde moderne. Je ne veux pas dire que nous soyions dupes, mais je crains — et je crois que les expériences qui pourraient être faites sur le cinéma par les psychanalystes le montreraient certainement — qu'il n'y ait pénétration profonde dans notre vie subconsciente et que ne s'y imprègne cette folle hilarité rattachée à l'esprit de guerre ou de misère sociale. Et encore ne sait-on pas le rôle que l'image elle-même peut jouer dans cette imprégnation.

Et si des comiques tels que Macario dans « Sept ans de malheur » ou Paul Colline dans « Poteau frontière » s'attaquent au même sujet, ils le font avec tellement moins de génie que Chaplin que le drame n'apparaît jamais nettement, qu'il cède le pas à la farce, mais que jamais il n'est présent en même temps que le comique comme dans les films de Chaplin.



Je ne voudrais rester ni négatif, ni pessimiste, aussi je rendrai, pour terminer, hommage à ceux dont la résignation a provoqué mon premier article, mais qui ont su rompre avec leur passivité les parents de mes élèves.

J'avais alors écrit par dépit à la suite d'une rentrée scolaire manquée. Fait : on commence les peintures des 26 classes de l'école le lundi 1<sup>er</sup> octobre. Conséquences : chaque classe, à tour de rôle, sera installée dans le préau, sans matériel (il est vrai que je suis le seul à avoir besoin d'outils), dans le bruit des allées et venues continuelles et dans le courant d'air à l'occasion. Réactions : aucune.

Je ne sais si je l'écrirais maintenant ? D'abord parce que l'expérience m'a prouvé que j'étais le seul à ne pas m'être adapté à de telles conditions, puisque un collègue a même poussé le zèle jusqu'à faire classe pendant les récréations devant le cénacle des maîtres admiratifs, entouré de quelques dizaines de punis, et presque à même la clameur enthousiaste de 900 enfants prenant leurs ébats. Inconscience ou suprême résignation ? Ensuite, parce que les parents de mes élèves à qui je reprochais alors d'accepter sans protester cette rentrée manquée de leurs enfants, m'ont montré par la suite que, pour qui sait galvaniser autour d'un même but la force que représente le nombre, l'esprit de lutte n'est pas tout à fait mort.

Mon expérience étant mise en péril, les parents ont su, en organisant leur action, en formant un « Comité de soutien de la méthode Freinet », faire prévaloir leur désir de voir se poursuivre ainsi l'éducation de leurs enfants.

Mais un fait ne trompe pas. Les gens veulent du neuf. C'est vrai en politique comme ailleurs. Mendès avait plu à tous parce qu'il n'employait pas les procédés classiques de la vie parlementaire. Dès qu'on retombe dans la routine, l'homme de la rue se désintéresse de tout, son propre intérêt immédiat fût-il en jeu. La routine est un puissant soporifique.

Quelques chiffres pour appuyer le fait dans le domaine scolaire. Mon directeur d'école, homme très actif, réunit les parents d'élèves par cours. A la

dernière réunion où étaient conviés 120 parents, 8 se sont dérangés, parce qu'on n'avait rien de nouveau à leur montrer, et seulement à leur dire comment on apprend ses leçons ou comment on dispose les exercices sur un cahier. Au même niveau, il y a 3 ans, sur 30 parents invités j'avais 28 présents et 2 excusés parce que j'avais à les entretenir du voyage-échange, de son organisation, de ce que verraient leurs enfants, de la façon dont ils vivraient.

L'esprit n'est donc pas mort, mais il ne veut plus se déranger pour ce qui est dépassé et sent la poussière.

# Documentation Pédagogique

**vous propose des documents en couleurs  
indispensables à votre FICHER SCOLAIRE**

- Ces planches (format 21 x 27) sont impeccablement imprimées en héliogravure sur du bristol héli.
- Tous les mois, vous pouvez recevoir 16 véritables photographies (8 clichés d'histoire et 8 clichés de géographie).
- Des textes simples, à la portée des enfants, commentent chaque planche et permettent d'en tirer le maximum de profit.

## **Conditions d'abonnement**

Tous les abonnements à la DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE partent d'octobre

Abonnement complet. ... .. 4.800 fr.

La série (histoire ou géographie)... 2.400 fr.

**COOPÉRATIVE PÉDAGOGIQUE - MONTMORILLON (Vienne)**

**C.C.P. 2498.99 BORDEAUX**